

« Climat d'insécurité » : les profs en grève dans un collège de l'Eure après le retour d'une élève exclue

Au Neubourg (Eure), le personnel du collège De Gaulle-Anthonioz sera en grève dès le 16 septembre 2025, afin de dénoncer la réintégration d'une élève exclue pour son comportement.



Les personnels du collège Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz du Neubourg (Eure) ont déposé un préavis de grève, à compter du mardi 16 septembre 2025.

Les personnels du collège Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz, au Neubourg (Eure), seront en grève à compter du mardi 16 septembre 2025. Les fédérations syndicales FNEC-FP-FO et FSU de l'Eure ont déposé, le 8 septembre, un préavis de grève adressé à la directrice académique de Normandie, Valérie Cabuil.

Les faits remontent au troisième trimestre de l'année scolaire 2024-2025. Une élève aurait proféré des "propos diffamatoires à l'encontre d'un enseignant", confie Cécile Chandavoine, secrétaire départementale du syndicat SNES-FSU. Cette dernière ne souhaite pas divulguer davantage de détails, afin de protéger son collègue "très atteint et très touché par cette histoire".

Une élève exclue... puis réintégrée

L'élève en question a ensuite été exclue de l'établissement sur décision du conseil de discipline, qui s'est tenu le 12 mai 2025. Avant d'être réintégrée, par un arrêté daté du 15 juillet, "suite à un appel de la famille au Rectorat", révèle la représentante syndicale.

"Nous sommes dans l'incompréhension. Cette élève pourrait très facilement être scolarisée dans l'autre établissement du Neubourg", remarque Cécile Chandavoine. "On espère que la rectrice va revenir sur sa décision et entendre le désarroi de l'équipe éducative et du collègue concerné."

"L'agresseur en présence de sa victime"

Dans le texte du préavis de grève, les 33 membres du personnel cosignataires écrivent : "Nous n'acceptons pas votre décision de réintégrer l'élève dans le collège, c'est-à-dire de mettre sciemment l'agresseur en présence de sa victime [...] Nous n'acceptons pas que vous nous exposiez tous à ne plus pouvoir compter sur notre hiérarchie en cas d'agression et même à être désavoués par elle".

Ils dénoncent "un climat d'insécurité" engendré par les décisions du Rectorat, exposant les personnels "à de nouvelles agressions".

Un ultimatum avant lundi 15 septembre, à midi

Les grévistes ont envoyé cette semaine un courrier aux parents d'élèves de l'établissement pour expliquer leur mobilisation. Ils y adressent également un ultimatum à leur autorité de tutelle : "Si toutefois le rectorat donnait satisfaction à notre revendication avant lundi 15 septembre à midi, nous veillerons à vous informer aussitôt de la levée de notre mouvement".

Contactés par Le Courrier de l'Eure, ni la direction de l'établissement, ni le Rectorat n'ont souhaité s'exprimer sur cette affaire.